

BAYROU OU LE REFUS D'OBSTACLES

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Lundi 25 août, surprenant une France en vacances et même, semble-t-il, son gouvernement en petit régime de croisière, le Premier ministre, François BAYROU, a annoncé dramatiquement qu'il demanderait un vote de confiance à l'Assemblée nationale le 8 septembre. Cette procédure, qui n'est pas courante de la part d'un gouvernement en exercice, lui semble nécessaire pour affronter la montée d'un endettement insupportable à terme.

Et il ose se draper dans le long manteau noir de Pierre MENDES FRANCE, qui a, effectivement, demandé un vote de confiance en 1955 et démissionné ensuite quand cette confiance lui a été refusée. Un rappel historique montre l'outrecuidance de cette invocation. Pierre Mendès France a été un grand homme d'État. Membre du deuxième gouvernement de Léon BLUM en 1938, il fut le plus jeune ministre des Finances à 31 ans. Il eut le courage de rejoindre le général de GAULLE à Londres et de participer aux bombardements effectués en Allemagne par l'escadrille Lorraine. Commissaire aux Finances dès novembre 1943, il démissionna en avril 1945 du gouvernement présidé par le général de Gaulle, car celui-ci refusa son programme d'austérité, étant convaincu par René PLEVEN que la société française, traumatisée par cinq années d'occupation, ne le supporterait pas. Président du Conseil en juin 1954, il mit un terme à la guerre d'Indochine et émancipa Tunisie et Maroc. Le traité de la Communauté Européenne de Défense (CED), sur lequel il ne demanda pas un vote de confiance, fut rejeté par l'Assemblée en août 1954. Et c'est le début de l'insurrection algérienne à la Toussaint de 1954 qui provoqua la chute en février 1955 du gouvernement Mendès France après que le Parlement, profondément divisé, lui ait refusé sa confiance. Seul parallèle possible, celui de la brièveté du gouvernement, mais les sept mois de Mendès France ont laissé une trace profonde.

En réalité, cette initiative improvisée du Premier ministre Bayrou, amateur de chevaux, s'apparente à un « refus d'obstacle » : lorsque la monture se bloque avant une barrière élevée, son cavalier fait un vol plané et se retrouve à terre, dépité. Quels sont les trois obstacles qui vont faire chuter François Bayrou ?

Le premier, évident, est qu'il n'a pas de majorité parlementaire et que cela contraint le gouvernement à négocier avec les groupes de la non-majorité et ceux des oppositions et à louvoyer pour faire passer ses propositions ; la solution la plus simple, tôt adoptée par ce Premier Ministre peu énergique, est de ne faire aucune réforme prêtant à controverse. Mais le vote du budget 2026 est incontournable, avec des délais stricts et une arme fatale, peu glorieuse mais efficace, l'article 49-3. Le risque d'une motion de censure est toujours présent, mais elle suppose un accord de toutes les oppositions pour blâmer le gouvernement, ce qui laisse une fenêtre étroite qui a, par exemple, permis le passage du budget de l'année 2025. À l'inverse, le vote de confiance est une procédure brutale qui pousse les oppositions

à se coaliser **contre**, puisqu'elles ne peuvent pas être ouvertement **pour** un budget qui s'annonce pour le moins rébarbatif.

Deuxième obstacle : le fameux budget pour l'année 2026 et ses 44 milliards d'économies (par rapport à l'évolution spontanée, et non par rapport à l'année antérieure). François Bayrou évoque le grand méchant loup du Fonds Monétaire International (FMI) qui va venir amputer les salaires et les retraites comme il l'avait fait en Grèce en 2010. Je me souviens du débarquement du FMI en France en 1956 et nous avons observé le massacre du niveau de vie des Grecs les plus modestes (armateurs et Églises prospères étaient épargnés), mais la comparaison tragique n'est pas valide. Ce qui mobilise le gendarme du FMI, c'est l'incapacité d'un pays à couvrir son déficit extérieur, qui devient insupportable lorsque les importations excèdent massivement les exportations et que les prêteurs étrangers refusent d'accorder les emprunts nécessaires. Or, aujourd'hui en France, les comptes **extérieurs** sont équilibrés et même *un chouia* excédentaires (*Les Échos* 11-12 juillet 2025). La Banque de France souligne que l'excédent des échanges de services (+ 56 Mds €, merci au tourisme, aux services aux entreprises et aux assurances !) a presque couvert le déficit des échanges de marchandises (- 60 Mds €) en 2024. Complétés par les revenus nets des capitaux entrés en France (+ 7 Mds €), le vrai solde de la peu connue « balance des paiements courants » est excédentaire de 3 Mds € : c'est peu mais c'est positif !

Il n'y aurait donc pas de problème ? Si, malheureusement. Le monde est sorti de la période d'argent bon marché, initiée après la crise financière de 2008, et les taux d'intérêt montent, pour tout le monde, dont la France (particulièrement si son exécutif semble flotter). Le renouvellement de la dette publique (les emprunts sont à dix ans et plus) et le financement de la dette nouvelle résultant des nouveaux déficits des budgets de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales vont coûter de plus en plus cher. Les intérêts annuels de la dette publique sont aujourd'hui de l'ordre de 62 Mds €, à peu près le budget de l'Éducation nationale, et ils pourraient, selon la Cour des Comptes, passer à 100 Mds €, parce que l'on remplacera de la dette ancienne à bas taux d'intérêt par une dette nouvelle à taux plus élevés, avec un malus si les nouveaux déficits à financer restent importants.

Il faut donc réduire le déficit budgétaire progressivement mais vigoureusement. Sur ce point, François Bayrou a raison. Est-ce impossible ? Non, puisque la plupart des pays européens (même l'Italie !) ont fait rentrer leur déficit dans le lit après les débordements dus au Covid. Non aussi, parce que le gouvernement de Lionel JOSPIN, auquel j'ai eu l'honneur d'appartenir, a contenu les déficits français en dessous de 3% du Pib et la dette autour de 60% {elle est actuellement de 115%} pendant cinq ans de 1997 à 2002.

Reste le troisième obstacle, le plus important, la politique économique et sociale qu'incarne le président de la République, Emmanuel MACRON. Elle a trois dimensions. D'abord, la politique d'offre, initiée par le Crédit d'Impôt

Compétitivité Emploi (CICE). Elle suppose qu'une baisse massive des charges de toutes les entreprises provoquerait un sursaut d'investissement productif et d'embauche. Ce sursaut s'est produit mais d'une ampleur si modeste que même le Sénat réclame un « choc de rationalisation » sur les 211 Mds € d'aides aux entreprises en 2023 (*Le Monde* 10 juillet 2025). Inventons « **une politique d'offre 2.0** », moins coûteuse et contrôlée, qui réserverait les aides publiques aux seules entreprises qui construisent des usines et embauchent **sur le territoire français**.

Ensuite, l'indifférence à la crise du système de protection sociale, qui coûte de plus en plus cher et satisfait de moins en moins les bénéficiaires. Les assurés les plus aisés pourraient prendre en charge une partie de leurs petits frais de santé et n'ont pas besoin d'avantages fiscaux liés à la retraite. Les agents des services publics pourraient être mieux considérés et associés à des initiatives bénéficiant aux usagers. Les travailleurs étrangers en emploi permanent pourraient être régularisés et cotiser, comme le demandent les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration. Ce ne sont que quelques pistes d'une planification concertée et à horizon de cinq ans.

Enfin, la centralisation croissante des décisions et des réglementations. Il faut redonner du pouvoir et des moyens fiscaux aux collectivités locales et aux services préfectoraux pour résoudre les problèmes sur le terrain et y encourager les initiatives qui sont actuellement enveloppées de bandelettes normatives comme des momies égyptiennes. Haro sur l'uniformité et sur la complexité, qui ne servent que les plus habiles et les mieux en cour, très grandes entreprises et grosses agglomérations, alors que la pauvreté monte et que les inégalités s'accroissent.

Il est clair que le scénario le plus favorable serait de tout remettre à plat dans une planification concertée à cinq ans, réformant en profondeur l'économie et la société françaises {et le budget !} en vue d'une transition économique et écologique juste. Mais, pour entamer une telle démarche, on ne peut compter ni sur François Bayrou, ancien Commissaire au Plan particulièrement évanescent, ni sur le Président de la République, passionné de nouvelles technologies, de fusions-acquisitions et d'annonces sans lendemains. Il est probable que l'absence de stratégie actuelle va se poursuivre jusqu'à la prochaine élection présidentielle de 2027, et que le ou les Premiers ministres à venir, dépourvus de majorité, adopteront la solution de facilité qui consiste à augmenter le taux de TVA de deux points ou plus {chaque point rapporte 9 Mds €} pour payer les intérêts supplémentaires ; et à différer les investissements d'avenir dans l'éducation, la sobriété énergétique, la reconversion agricole et le renouveau industriel.

Mais un miracle est toujours possible !

29 août 2025